



L'agriculture prise au piège

La loi Duplomb, qui vise à lever certaines contraintes pesant sur le monde agricole, rencontre une opposition farouche, preuve que l'écologie ne supporte pas qu'on se soustraie à ses diktats.

Par Mickaël Fonton

Une histoire exemplaire. Si la France était encore capable de tirer les leçons de ses erreurs, il faudrait se pencher avec attention sur la proposition de loi présentée par Laurent Duplomb et Franck Menonville, visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur. Celui-ci, ce n'est pas une découverte, ne va pas très bien — des centaines de reportages, de livres, de rapports, d'émissions et aussi, hélas, un grand nombre de "faits divers" — étayent ce constat. L'agriculteur se tue à la tâche, et non seulement il ne gagne

pas toujours de quoi vivre mais, en plus, on lui tape dessus de plus en plus souvent et de plus en plus violemment, au motif qu'il empoisonnerait les consommateurs et la nature. L'écologie est au pouvoir et elle a décrété que les agriculteurs devaient être "bio" ou disparaître. La délicate formule de Sandrine Rousseau, « *Je n'en ai rien à péter de la rentabilité des agriculteurs* », n'est qu'une moitié de provocation. L'élue écologiste sait bien qu'une telle sortie fera le "buzz", mais ce n'est pas ça qui compte; ce qui est important dans l'affaire, c'est qu'elle pense ce qu'elle dit.

Le sénateur (Les Républicains) Laurent Duplomb, lui-même issu du monde agricole, sait tout cela. Il sait que la France est un pays où les "faucheurs volontaires" sont des héros, où un projet de mini-barrage déclenche des scènes de guérilla, où les termes "chimie" et "pharmacie" sont devenus de tels gros mots qu'on n'y fabrique même plus du Doliprane. Il sait tout cela, mais il n'a pas renoncé. Il essaye d'obtenir ce qu'il peut. Il faut redonner de l'air, de l'espoir, des moyens aux agriculteurs français. Rien de formidable: un peu d'huile dans la machinerie administrative, quelques interdictions levées (ou "encadrées"), une ou deux dérogations, des reconnaissances "d'intérêt général" pour espérer sortir gagnant des procès qu'on leur intentera. Une façon de ne pas être trop défavorisés par rapport à la concurrence, ne serait-ce qu'euro-péenne. Il fallait bien que le texte passe l'épreuve du Sénat et, surtout, celle de l'Assemblée.



Manifester contre la loi Duplomb. Une vision de la nature et du métier d'agriculteur aussi absurde que mensongère.

Il fut un temps où, dans le théâtre du pouvoir, l'extrême gauche et les Verts n'avaient droit qu'à quelques strapons, comme les sports ou la jeunesse. Aujourd'hui, l'écologie a tout envahi; quand l'un des leurs n'est pas numéro 3 du gouvernement, quand le ministère de la Transition écologique ne coiffe pas à peu près tout l'exécutif, la gauche reste très présente dans les commissions parlementaires — à l'Assemblée, dans celle du développement durable. Ils ne s'y sont pas gênés pour mettre le texte Duplomb en charpie. En matière de contraintes, il ne fallait plus alléger mais alourdir. Et avec agressivité en prime. « *Je m'attendais à des débats animés [...] mais pas à une telle violence dans les réponses et les messages que nous recevons* », s'étonnait Dominique Chargé, président de La Coopération agricole, dans les colonnes du *Point*.

Résumons: un texte déjà bien prudent est encore affaibli pour conserver une chance d'être voté. Il est effectivement voté, le 8 juillet, avec une

belle majorité (316 voix), ce qui est assez rare dans cette Assemblée ingouvernable. La gauche se déchaîne. Une réaction parmi des dizaines d'autres, celle d'Antoine Léaument (La France insoumise): « *Les députés qui ont voté pour la loi Duplomb ont voté pour les cancers.* » “Pour les cancers”, oui. Si le lecteur ne fait pas le lien entre la culture de la noisette et les cancers (et même les cancers infantiles — tant qu'à être odieux, autant y aller franchement), c'est qu'il n'est pas français ou qu'il vit dans une bulle. En France, on considère que ce n'est pas pour protéger leurs cultures des attaques des ravageurs que les agriculteurs consentent à utiliser ces produits coûteux et complexes que sont les phytosanitaires; c'est pour tuer les abeilles, empoisonner les cours d'eaux, polluer l'air et infecter le liquide céphalo-rachidien des enfants — les nôtres car, c'est bien connu, les agriculteurs n'ont pas d'enfant. On exagère à peine. Il n'y a rien de sérieux derrière ces caricatures grossières mais peu importe: voilà bien longtemps que les écologistes ont enfoncé dans la tête des gens l'idée que les pesticides n'étaient pas des médicaments pour les plantes mais des poisons pour la nature. Comme le notait Olivier Vial, président du Centre d'études et de recherches universitaires (Ceru): « *Que pèse la vérité quand on prétend sauver la planète?* »

La regrettable inutilité de la discussion rationnelle...

Et aussi: que pèse un vote? Que pèse la démocratie? Parce qu'une pétition, lancée le lendemain du vote et solidement portée par tout ce que la gauche compte de réseaux, a rapidement dépassé le million de signataires, la présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, s'est dite

« *favorable* » à ce qu'un débat ait lieu à l'Assemblée, imitée bientôt par la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard. Difficile de mieux faire pour décrédibiliser le pouvoir parlementaire. Simultanément, le Conseil constitutionnel était saisi par les quatre groupes de gauche de l'Assemblée. La suite est incertaine, mais tout est possible et, pour les agriculteurs, le message est clair: on ne veut pas lever vos contraintes. Pas d'eau pour les ennemis de l'eau! L'eau, c'est pour le bio. Pas de phytos non plus. Les traitements, c'est pour le bio (mais il s'agit de traitements “naturels”). Quatre ans pour mettre aux normes un bâtiment (six mois en Allemagne), c'est encore trop rapide, etc.

Il est possible de discuter rationnellement de la situation de nos agriculteurs, de la comparer à celle de leurs voisins et concurrents directs et arriver à la conclusion qu'ils ne sont pas favorisés, que la lutte est inégale alors que la France recèle des trésors, non seulement en termes de ressources, mais aussi en matière de savoir-faire. C'est possible — et Laurent Duplomb ou d'autres le font très bien —, mais c'est inutile, car ce n'est pas une question de raison ni de réel. « *Rien à péter* » du réel, voilà ce que dit Sandrine Rousseau. L'écologie est plongée jusqu'au cou dans l'idéologie. « *On a les mains pures mais on n'a plus de mains* », remarquait Laurent Duplomb sur le site de *Valeurs actuelles*. C'est exactement ça: la vertu devenue folle. D'ailleurs, si la situation des agriculteurs est difficile, c'est parce que la nature est ravagée par le changement climatique. Or, pour lutter contre cela, il faut encore plus d'écologie! La boucle est bouclée. Le piège bien fermé. Il n'est pas certain que les agriculteurs puissent un jour en sortir. Et la France non plus. ●